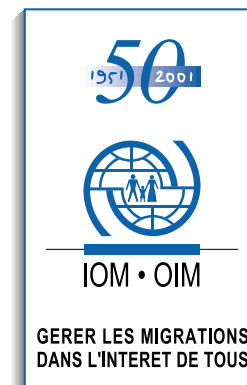


# OIM INFOS



*Organisation internationale pour les migrations*

**Décembre 2002**

*Premier aperçu de  
l'Etat de la migration dans le monde 2003*

## WORLD MIGRATION

# 2003



### MANAGING MIGRATION

CHALLENGES AND RESPONSES FOR PEOPLE ON THE MOVE

# Premier aperçu de l'Etat de la migration dans le monde 2003

**Où** et pourquoi les gens migrent-ils aujourd'hui ? Quelles sont les nouveautés en matière de gestion des migrations ? Quels sont les problèmes fondamentaux auxquels sont confrontés ceux qui définissent les politiques migratoires ? Toutes ces questions seront abordées dans le rapport 2003 de l'OIM intitulé « L'Etat de la migration dans le monde ».

Présentant les dernières tendances migratoires ainsi que les nouvelles lignes d'action et perspectives en matière de gestion des migrations, ce rapport offre une analyse utile d'un phénomène socio-économique extrêmement complexe : la migration. Par ailleurs, les analyses y sont enrichies par des statistiques offrant une vue d'ensemble de la migration dans le monde. Ce rapport est établi dans le cadre du programme sur les politiques et la recherche en matière de migration (PPRM) de l'OIM, avec la collaboration de nombreux spécialistes.

Dans un monde en constante évolution, la migration est une tendance généralisée dont les conséquences sociales, économiques et politiques sont extrêmement variées. Le phénomène de la mondialisation, la libéralisation des marchés et l'intégration économique requièrent non seulement plus de mobilité dans le monde du travail, mais contribuent également à élargir le fossé qui sépare les pays développés de ceux en voie de développement.

Une personne sur 35 migre ! Le rapport 2003 de l'OIM estime à

175 millions le nombre total de migrants dans le monde, ce qui équivaut à près de 2,9 % de la population mondiale. Bien que ce pourcentage n'ait que légèrement augmenté au cours des dernières décennies, le nombre absolu de migrants n'a jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui, et il faut s'attendre à ce qu'il augmente encore dans les années à venir ! Suite à cette brutale augmentation et à l'amélioration constante des moyens de transport, il s'agit à présent de trouver de nouvelles réponses pour gérer la migration dans un monde de plus en plus mobile.

Jusqu'à présent, les gouvernements ont toujours analysé les différentes tendances migratoires sur une base ad hoc, c'est-à-dire bien souvent sans en considérer les conséquences plus larges. Ainsi, même si l'instauration d'un contrôle plus rigoureux des flux migratoires a été efficace, elle a eu un effet secondaire, à savoir celui de pousser davantage de personnes dans des filières d'immigration clandestines. Leurrés et exploités à l'étranger, ces migrants alimentent parfois la traite des êtres humains et se retrouvent confrontés à l'insécurité, à la violence, à la corruption et au crime organisé.

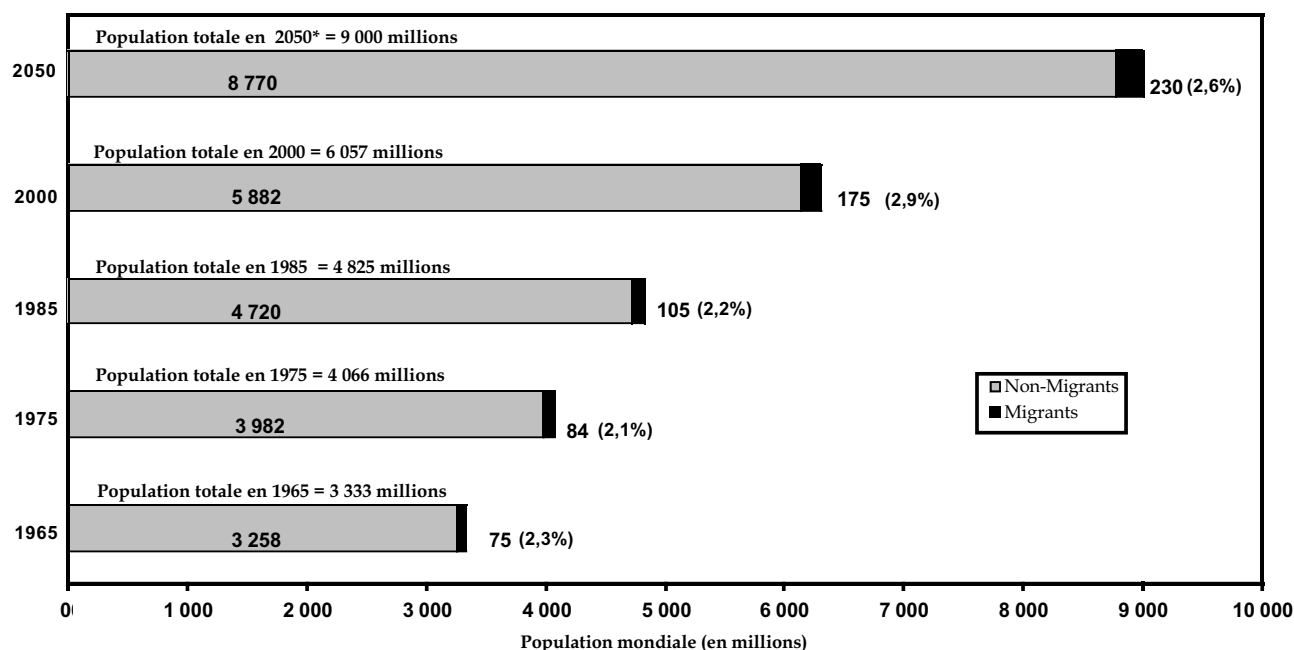
« L'Etat de la migration dans le monde » souligne que toujours plus de gouvernements reconnaissent aujourd'hui les faiblesses d'une approche unilatérale et admettent la nécessité d'une gestion multilatérale des migrations. Alors que la migration clandestine, la migration forcée et tous les autres types de migration irrégulière doivent être

enrayés, la migration bien gérée demeure bénéfique pour les individus et les sociétés.

Le rapport examine la gestion des migrations ainsi que le processus migratoire dans son ensemble et encourage les responsables des politiques migratoires à en faire autant. Les différentes étapes de ce processus – à savoir les causes, le déplacement et l'entrée dans un nouveau pays, l'établissement ou le retour, l'intégration ou la réintégration – sont liées entre elles, et impliquent de nombreux acteurs et partenaires politiques. Participent également au processus migratoire de nombreux individus et d'institutions tels qu'employés, familles, organismes communautaires et internationaux, responsables gouvernementaux en matière de migration, ainsi que les passeurs et autres responsables de la traite des êtres humains. En outre, le processus migratoire a des liens complexes dans les domaines culturels, économiques, de la santé, du travail, du commerce et de la sécurité, de même qu'il implique des droits et des obligations aux niveaux national et international pour les Etats et pour les migrants.

L'existence de ces liens complexes souligne la nécessité d'une gestion et d'une approche globales du phénomène migratoire. Le rapport met en avant les avantages d'une telle approche pour les migrants et pour la société en général. On y insiste également sur l'importance d'encourager la migration légale, de prévenir la migration irrégulière et de protéger les droits fondamentaux des migrants.

## Population mondiale: Migrants et non-migrants (chiffres disponibles)



Note:

\* Les chiffres pour 2050 sont des estimations

Sources:

- United Nations Population Division (1999), Total Migration Stock, Rev.4

- United Nations Population Division (2002), International migration 2002 (graphique mural); IOM (2000), World Migration Report 2002, chiffres OIM

Le rapport sur l' « Etat de la migration dans le monde » lance un défi aux responsables des politiques migratoires : assurer une bonne gestion des migrations en définissant les composantes essentielles d'une politique migratoire nationale, première étape dans le développement d'une stratégie de gestion des flux migratoires au niveau international.

Mais au-delà du développement même de ces politiques, l'impact de ces composantes doit être pris en considération, avant d'être intégré dans une politique globale. Le rapport en relève quelques exemples: ouverture de programmes favorisant la migration régulière ; contrôles efficaces aux frontières pour lutter contre le crime, la traite et pour maintenir l'intégrité des politiques d'asile ; retours volontaires et réintégration durable des requérants déboutés ; intégration des migrants dans les pays d'accueil ; reconnaissance et respect des droits des migrants et des réfugiés ; pro-

grammes s'attaquant aux causes mêmes de la migration en favorisant l'investissement et l'aide au développement dans les pays d'origine.

En bref, développer une approche globale en matière de gestion des migrations n'est pas chose facile. Au contraire, pour qu'une telle approche soit fructueuse, un certain nombre de préalables doivent être posés aux niveaux national puis international, avec des éléments propres à encourager la migration régulière et à augmenter la cohésion sociale. Les différentes politiques migratoires élaborées au niveau régional auront très certainement un impact sur les régions ou les pays voisins – impact qu'il ne sera pas toujours possible d'évaluer à l'avance. C'est pourquoi la coopération internationale est essentielle dans l'optique d'une approche globale du phénomène migratoire.

D'autre part, ce phénomène met en jeu de nombreuses questions

déliçates ayant trait à la sécurité et à l'identité nationales, à l'identité sociale, à l'adaptation culturelle ainsi qu'à l'affectation des ressources, toutes représentant d'importants défis lancés aux responsables des politiques des migrations. L'avenir de la migration dépend des décisions prises actuellement en la matière. De deux choses l'une : soit elle est gérée de manière à en tirer le maximum, soit elle reste une source potentielle de problèmes, de troubles sociaux et de conflits entre les Etats. Il ne s'agit pas d'empêcher la migration, mais de mieux la gérer.

Tout en mettant en lumière les défis et les solutions possibles en matière de migration, l' « Etat de la migration dans le monde » nous aide à comprendre comment un tel objectif est réalisable de façon efficace et humaine. ■

*Gervais Appave et Thomas Weiss,  
OIM Genève*

# Un centre de transit héberge des familles laissées sans abri

**En** Côte d'Ivoire, le Centre de transit de l'OIM à Abidjan habituellement utilisé pour des réfugiés en instance de réinstallation aux Etats-Unis, accueille depuis plusieurs semaines plus de 160 ressortissants de la sous-région. Ces derniers ont fui les violences qui ont suivi la tentative de coup d'Etat du 19 septembre dernier.

Chassés dès le début des événements par l'incendie de leurs quartiers et de leurs bidonvilles, des milliers d'étrangers se sont retrouvés à la rue, totalement démunis. Plusieurs centaines d'entre eux ont trouvé refuge dans des centres gérés par l'OIM et le HCR. Dans le quartier de Deux Plateaux, des dizaines de familles sans abri attendent de pouvoir rentrer dans leur pays d'origine.

Dans ce quartier résidentiel en devenir, d'immenses maisons en construction sont laissées à l'abandon par leurs propriétaires en mal de moyens financiers ; les herbes folles courent le long des trottoirs, quelques cocotiers rachitiques tentent d'étendre un semblant d'ombre sur le sol. Le long mur blanc du Centre fraîchement peint avec sa porte en fer de couleur vive et son gardien en tenue dénote dans ce quartier qui semble encore attendre ses habitants. Passée la porte, l'activité à l'intérieur surprend comme si l'on se trouvait d'un coup dans les quar-

tiers populaires de Treichville ou d'Adjamé.

Sous un auvent ou dans les coins de la cour les femmes se sont regroupées pour faire la cuisine. Ici il y a cinq nationalités : des Libériens, les plus nombreux, des Sierra Léonais, des Congolais, des Togolais et un Soudanais. Pour des raisons d'habitudes alimentaires, les femmes de chaque pays préparent les repas ensemble. Plus loin, sur la terrasse, les hommes discutent en attendant le repas de midi.

Momo Cissé, Sierra Léonais, a le dernier de ses cinq enfants sur les genoux. Doucement, il raconte la nuit où il a tout perdu : « des hommes en uniforme sont arrivés vers 3 heures du matin. Ils ont demandé à tout le monde de sortir. C'était la panique. Avant que nous soyons tous sortis du quartier, ils ont mis le feu. »

Avec sa femme et ses cinq enfants, âgés de 2 à 15 ans, il a dormi deux nuits dans une église avant que le HCR ne le dirige vers le Centre de l'OIM. « Ici au moins, on a un toit et de quoi manger même si on est un peu les uns sur les autres ». Le Centre d'une capacité de 200 places accueille plus de 160 personnes. Il y a des matelas partout, dans les cinq dortoirs mais aussi dans la salle commune, dans les cagibis, dans l'infirmerie et même dans une salle de bains.

Aux côtés de Momo, le jeune Faggari Zéon écoute. Avant de quitter le Libéria il était journaliste. Il est au Centre avec son frère et eux aussi ont perdu le peu qu'ils possédaient dans les flammes. Lui, c'est la sécurité qui l'inquiète, depuis qu'il est au Centre il ne sort pas. « Nous, les étrangers, nous sommes la cible aussi bien des forces de l'ordre que des civils, si tu te fais contrôler, on va te racketter ou bien te battre, même si tu es en règle ». Et d'ajouter, « aujourd'hui j'ai entendu à la radio que des ambassades demandaient à leurs ressortissants de partir. Au centre il n'y a pas grand-chose à faire, mais on est en sécurité ».

Même son de cloche chez Gilbert Moncuba, un Congolais de 35 ans, père de trois enfants. « Ils nous maltraitent toujours » dit-il en parlant des forces de l'ordre. « Je viens de Kisangani. En arrivant en Côte d'Ivoire, on pensait qu'on vivrait en paix. Mais nous vivons un nouveau traumatisme. C'est difficile pour les enfants ».

Gilbert habitait le quartier d'Agban où il avait réussi à monter un petit atelier de frigoriste. De sa maison et de son atelier il ne reste que des cendres. Amer, il chuchote : « chaque jour ce n'est pas le même jour, nous vieillissons, il faut chercher à se stabiliser et puis il y a les enfants, il faut penser à leur avenir ».





© CIMI 2002

*Gilbert Moncuba, sa femme et ses trois enfants au centre de Deux Plateaux.*

Au Centre, les enfants s'en donnent à cœur joie, ils n'en finissent pas de découvrir cette grande maison, un terrain de jeu par excellence. Ils en profitent, et ce d'autant plus que l'école n'est pas au programme. Pour certains, école ou pas, ça ne change pas grand-chose. L'année dernière Gilbert a réussi à envoyer deux de ses enfants en cours, mais tous n'ont pas cette chance.

Ferdinand Najambé du Togo doit subvenir aux besoins de sa femme et de leurs six enfants. « L'an dernier, j'ai pu payer les deux premiers trimestres, pour le troisième je n'avais plus d'argent. Le problème est encore plus complexe pour les

anglophones. Momo a pu scolariser ses enfants à Danané à la frontière libérienne, les humanitaires avaient mis sur pied des classes en anglais, mais pas à Abidjan.

Momo soupire « mes enfants prennent du retard et je dois encore tout recommencer à zéro, c'est pour ça que ma femme et moi avons décidé de repartir en Sierra Leone ». Il ajoute « j'ai encore de la famille là-bas, même si je ne sais pas où ils sont ou s'ils sont encore en vie ».

Mais Momo est un des rares à vouloir ou à pouvoir rentrer chez lui. Gilbert ne veut pas rentrer en République démocratique du Congo. Il veut partir n'importe où, pourvu

que cela soit dans un pays où l'on respecte les droits de l'homme.

La majorité des personnes vivant au Centre espère recommencer une vie en Europe ou aux Etats-Unis, un rêve partagé par de nombreux Africains. Ils espèrent pouvoir profiter des programmes de réinstallation de l'ONU.

Ferdinand veut partir aussi, « qu'on m'envoie le plus loin possible, qu'on puisse réfléchir en paix et penser à l'avenir et à celui de nos enfants. S'il y a la paix on reviendra. Car après tout, la Côte d'Ivoire est un pays d'hospitalité. Mais pour l'instant, il faut partir ». ■

*Valérie Bony, Abidjan*

# Tendances et priorités

**La** migration de travail, c'est-à-dire le mouvement de personnes qui franchissent les frontières en quête d'un emploi, est devenue l'une des principales préoccupations du 21<sup>ème</sup> siècle pour de nombreux pays d'origine, de transit et de destination. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) estime qu'aujourd'hui, entre 60 et 65 millions de personnes – accompagnées par autant de membres de leurs familles et personnes à leur charge – travaillent dans un pays autre que celui dont elles sont originaires. Certaines d'entre elles y sont en possession d'une autorisation de travail, d'autres pas.

Cette tendance n'est pas prête à disparaître pour plusieurs raisons. D'abord, il y a la « force d'attraction » exercée par les changements démographiques et les fluctuations du marché du travail dans de nombreux pays industrialisés. Puis il y a la croissance de la population, le chômage et les situations de crise dans les pays moins développés. Enfin, il y a les liens basés sur la famille, la culture et l'histoire qui se sont tissés entre les pays. Constat pour le moins alarmant, la migration de travail se fait en grande partie illégalement, favorisant ainsi le développement de réseaux criminels complices de ces mouvements clandestins.

Les gouvernements des pays concernés par la migration de travail s'efforcent toujours plus de gérer ces flux migratoires en développant des mécanismes satisfaisant leurs propres besoins, mais aussi ceux des migrants. Il s'agit par exemple de mettre en place des politiques de recrutement relativement strictes dans les pays importateurs de main

d'œuvre et des stratégies de marketing et de promotion de leur force de travail dans les pays exportateurs de main d'œuvre. Pour les pays d'origine, ce phénomène peut constituer une forme d'aide au développement, notamment par l'intermédiaire des envois de fonds effectués par leur population émigrée. On estime que le montant total de tous les envois de fonds effectués de par le monde en une année pourrait excéder les 100 millions de dollars américains, dont plus de 60 % à l'adresse des pays en développement, une somme supérieure à celle qui est officiellement allouée à l'aide au développement.

En Europe, les différentes politiques migratoires appliquées ces dernières décennies ont témoigné de la préoccupation des européens face au phénomène migratoire. Aujourd'hui, trois facteurs principaux sont à l'origine d'une remise en question des pratiques restrictives en Europe de l'Ouest. D'abord il y a l'assouplissement des contrôles de sortie en Europe orientale – région qui compte près de 400 millions d'habitants. Puis il y a le vieillissement rapide de la population en Europe occidentale. Enfin les situations de pénurie sur les marchés du travail ne font qu'exacerber ce phénomène. Ceci dit, les tendances et les politiques en matière de migration de travail sont sujettes à une évolution rapide en Europe occidentale. Autrefois, les Etats d'Europe de l'Ouest étaient bien moins enclins que les pays d'immigration traditionnels d'Amérique de Nord et d'Océanie à encourager l'entrée de travailleurs étrangers qualifiés. La situation n'est plus la même en 2002, comme le prouvent les efforts déployés en Allemagne et au

Royaume-Uni pour recruter du personnel hautement qualifié sur le marché mondial.

Un nombre croissant de pays en développement et de pays en transition mettent en place des structures législatives et politiques propres à promouvoir le recrutement de main d'œuvre étrangère. Pour certains – notamment pour les Philippines – cette nouvelle orientation est plus évidente que pour d'autres. Soulignons également le rôle d'intermédiaire dans le recrutement de main d'œuvre étrangère que jouent les agences privées de recrutement. Les Ministères des Affaires étrangères et les différentes ambassades sont eux aussi très actifs dans le cadre de la migration de travail : outre la négociation d'accords bilatéraux, ils analysent les nouveaux besoins qui apparaissent sur le marché du travail et viennent en aide aux migrants démunis. Dans ces pays, la migration de travail concerne par exemple du personnel qualifié spécialisé dans les technologies de l'information au départ de l'Inde et du personnel para médical au départ des Philippines vers les Etats-Unis ; des travailleurs agricoles au départ de l'Afrique du Nord et de l'Europe centrale et orientale vers l'Europe occidentale ; et des ouvriers spécialisés dans les domaines de la construction et du personnel hospitalier au départ du sud de l'Asie vers les Etats du Golfe.

Alors que les pays d'Europe occidentale prennent toujours plus conscience et agissent en fonction des besoins de main d'œuvre étrangère qualifiée, le mouvement des migrants moins qualifiés fait encore l'objet d'importantes restrictions. Pourtant ce type de migration est

fortement sollicité par les pays d'origine. Cette situation est propre, hélas, à encourager la migration irrégulière. Or la négociation et la conclusion d'accords bilatéraux constituent un bon moyen de soutenir et de réglementer les mouvements de migrants moins qualifiés. L'OIM participe à la mise en œuvre de tels accords, notamment entre l'Équateur et l'Espagne.

Un recrutement ad hoc de main d'œuvre étrangère qualifiée – dans le domaine de la santé par exemple – peut avoir des effets néfastes sur les pays d'origine, notamment lorsqu'ils se trouvent dans une situation économique précaire et qu'ils manquent eux-mêmes de personnel qualifié. Les pays concernés ainsi que des institutions telles que le Commonwealth, l'OMS et l'OIM cherchent à réduire l'impact de ce phénomène.

En outre, la migration de travail ne concerne pas exclusivement les grands axes sud-nord et est-ouest. En effet, de tels mouvements ont également lieu au niveau régional. Ainsi, de nombreux migrants légaux et illégaux qui ont rejoint l'Afrique du Sud sont partis d'États voisins, un phénomène qui se vérifie également en Russie et en Inde. La réglementation de ces flux migratoires régionaux est tout aussi importante que celle de la migration internationale.

Le rapport 2003 de l'OIM sur l'état de la migration dans le monde estime à 2,6 millions le nombre annuel – pour la période comprise entre 1995 et 1999 – de travailleurs ayant quitté leur pays d'origine, en Asie,

en quête d'un travail à l'étranger. Près de 46 % de ces flux migratoires se sont faits au départ de pays du sud de l'Asie. Les ressortissants Philippins, Indonésiens, Thaïlandais, Birmans et Vietnamiens représentent 50 % de ce total. Ces dernières décennies, la migration de travail a revêtu de nouvelles formes dans la région, notamment avec l'émergence d'un flux migratoire important de travailleurs spécialisés – personnel infirmier et informaticiens notamment – vers l'Amérique du Nord et vers l'Europe. La migration interrégionale s'est également rapidement développée ces dernières décennies, notamment de l'Asie du sud-est vers les économies émergentes de l'Asie de l'est. Croissance économique et pénurie de main d'œuvre locale ont fait que des pays tels que le Japon, la Malaisie, la Corée du Sud, Singapour, Taïwan et les territoires chinois de Hong Kong ont dû peu à peu se tourner vers d'autres pays de la région. Quant à la Thaïlande, il s'agit d'un pays à la fois

exportateur et importateur de main d'œuvre.

À ce jour, 19 pays ont déjà ratifié la « Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles ». Si les pays de destination les plus prisés signent et ratifient cette Convention, les migrants seront assurés de la reconnaissance internationale de leurs droits dans les domaines professionnel et social.

Les gouvernements des pays d'origine et de destination s'en remettent à l'expertise de l'OIM en matière de gestion de la migration de travail. Dans cette optique, l'Organisation cherche avant tout à promouvoir des programmes encourageant la migration régulière, à assurer le respect des droits et de l'intégrité des travailleurs migrants et à soutenir le développement social et économique des pays d'origine et de destination. ■

*Nilim Baruah, OIM Genève*



*Un jeune Équatorien présentant sa candidature au bureau de l'OIM à Quito.*



# Equateur – Espagne

**Le** 16 octobre dernier, l'OIM aidait un premier groupe de 36 Equatoriens à se rendre en Espagne. Tous avaient été sélectionnés pour travailler dans le secteur de la restauration et des services dans le cadre d'un accord de migration de travail signé en 2001 entre les deux pays.

A la mi-novembre, 288 Equatoriens s'étaient rendus en Espagne pour y travailler et 640 autres personnes sélectionnées devraient les suivre dès le mois de janvier 2003.

Une délégation espagnole s'est chargée de la sélection des candidats sur la base d'informations contenues dans une base de données gérée par l'OIM. Fin octobre, cette base de données contenait les dossiers de quelque 18 000 candidats au départ.

Grâce à ce programme, les personnes sélectionnées bénéficient toutes d'un contrat de travail et jouissent de la sécurité sociale et d'autres avantages sociaux prévus par la législation espagnole.

## Comment ce programme fonctionne-t-il ?

Dès mars 2002, le bureau de l'OIM à Quito a commencé à recevoir les dossiers des personnes désirant participer à ce programme. Une étude basée sur les 500 premiers dossiers reçus a établi que la grande majorité des personnes désirant aller travailler en Espagne cherchait un emploi dans les secteurs de l'agriculture, du bâtiment et des services. Tous les candidats étaient âgés de 15 à 40 ans et en majorité des hommes.

Les entrepreneurs espagnols avaient auparavant établi leurs besoins en ressources humaines dans certains



*Les Equatoriens candidats au départ discutent avec un représentant de l'OIM à Quito.*

secteurs de l'économie. Par la suite, des offres d'emploi furent transmises au gouvernement équatorien par le biais de l'ambassade d'Espagne à Quito.

A la mi-septembre, une délégation constituée de responsables du ministère espagnol du travail et des représentants du patronat s'est rendue à Quito pour travailler avec l'OIM sur le processus de sélection.

Une fois les candidats sélectionnés, l'OIM s'est chargée d'établir les contrats, d'obtenir les passeports et les visas nécessaires ainsi que les billets d'avion.

Augusto Mariategui du bureau de l'OIM à Quito salue cet accord qui démontre, selon lui, la volonté d'un gouvernement européen d'accepter des migrants dans le cadre d'un programme qui respecte la dignité des migrants. « Ces accords de migration de travail sont à l'avantage des pays d'accueil et des pays d'origine. Mais les migrants sont les premiers bénéficiaires de ce type de pro-

gramme. Cela démontre, si besoin est, qu'il est possible de gérer la migration de travail. D'autres pays devraient suivre cet exemple ».

Pour l'Equateur, comme pour toute l'Amérique latine, les années 80 constituèrent une décennie perdue pour la croissance économique. Quant aux années 90, elles furent également une décennie perdue pour l'Equateur. Entre 1998 et 1999, l'économie resta au point mort, avec une croissance économique nulle. En 1999, le chômage atteint le taux record de 14,4 %.

Bien que le chômage soit officiellement redescendu à 8,4 %, le nombre de personnes sous-employées, de même que le nombre de personnes travaillant dans le secteur informel est en hausse. Sur les quelque 18 000 personnes inscrites dans la base de données de l'OIM, près de 75 % sont au chômage. Et les faibles salaires poussent également les gens à chercher du travail à l'étranger. ■

*OIM Quito*



# De l'eau potable pour les habitants de Calderón

**Le** village de Calderón, dans la province d'Esmeraldas a récemment bénéficié d'un programme de développement financé par l'agence américaine de développement USAID. Ce programme lancé par l'OIM en janvier 2001 s'adresse aux provinces du Nord de l'Equateur. Ce village, fondé en 1955 tirait son eau de la rivière Tululbí qui est malheureusement polluée. Aujourd'hui, grâce à ce programme de l'OIM, les habitants de ce village ont tous accès à l'eau potable.

Avec ses quelque 500 habitants, Calderón est un village constitué de baraquas en bois et de chemins de terre. Quatre vingt pour cent de la population vit de l'extraction et de la vente de sable et de pierres tirés de cours d'eau avoisinants. Le reste du village tire sa subsistance des plantations de palmiers qui constituent l'autre richesse de la

région et la deuxième source d'emploi.

Pendant longtemps, la rivière Tululbí a constitué la seule source d'eau dans la région. Mais il y a 20 ans, cette rivière fut gravement polluée par les activités des prospecteurs d'or, une activité qui a toujours cours aujourd'hui. Dans ces conditions, l'eau tirée de la Tululbí représente un risque pour la santé des habitants de Calderón.

Depuis 1955 et jusqu'à l'an dernier, les habitants du village continuaient de tirer leur eau de la rivière. Selon Olaise Cortez Carabalí, infirmière au centre médical de Calderón, « avant d'avoir accès à l'eau potable, les enfants étaient particulièrement vulnérables. Nombre d'entre eux souffraient de troubles gastro-intestinaux ».

Dans le cadre de ce programme, les équipes de l'OIM ont exploré la

région et ont découvert une source située à moins de deux kilomètres du village. Cette source fournit de l'eau de qualité en grande quantité.

Le projet fut mené en deux temps – d'abord mettre en place l'équipement pour pomper l'eau, la stocker et la purifier. Quant aux villageois, ils contribuèrent à réhabiliter le bureau du service des eaux.

Puis des canalisations furent installées pour apporter l'eau au domicile des habitants et les tranchées creusées furent comblées.

Travaillant avec le ministère équatorien de l'aménagement du territoire, l'OIM a par la suite formé des représentants de la communauté pour qu'ils puissent travailler au service des eaux pour garantir le bon fonctionnement et la maintenance à long terme du système.

A présent, les habitants de Calderón paient 50 cents américains par mois pour avoir accès à l'eau potable, une somme bien moindre que celle qu'ils devaient payer pour se rendre à la rivière pour y puiser de l'eau, sans compter les coûts de santé occasionnés par les maladies engendrées par l'eau polluée.

« Aujourd'hui, l'état de santé des habitants, et des enfants en particulier s'est considérablement amélioré » affirme Olaise. « A présent, nous avons tous accès à l'eau potable dans nos demeures. Les enfants peuvent boire au robinet sans peur de tomber malade. Les mères n'ont plus à se rendre quotidiennement à la rivière pour aller y puiser l'eau afin de préparer à manger et faire les tâches ménagères. » ■



© Gino Manciat/OIM 2002

Selon Olaise Cortez Carabalí la santé de la population et des enfants s'est améliorée.

Maria Isabel Moncayo, OIM Equateur

# Un feuilleton radio de retour à Kaboul

**Kaboul**, midi et quelques... Une odeur alléchante de riz aux carottes, raisins et noix rappelle aux actifs que c'est l'heure du déjeuner. Tout le monde prend sa pause, sauf les huit scénaristes qui ne prennent garde à l'horloge murale qui a déjà largement passé midi...

Le thé habituel n'est pas servi ; les verres sont vides, mais peu importe. Interdiction formelle de se déconcentrer : un nouvel épisode du feuilleton « Une nouvelle vie dans une nouvelle maison » voit le jour ! Les stylos courent sur le papier...

Après un long exil de sept ans à Peshawar, le programme, qui dure 15 minutes et se joue en dari et pashtoun – les deux langues principales du pays – est à nouveau diffusé à Kaboul. La rédactrice Pasun Kate, qui travaille actuellement sur un épisode intitulé « Le retour », explique : « Pendant sept ans, nous avons dit et redit à nos auditeurs qu'il y a une vie après les camps. Il s'agit maintenant de leur réapprendre à vivre et à se débrouiller seuls dans leur patrie ».

« Le retour » veut apporter des réponses aux questions que se posent nécessairement les anciens réfugiés de retour à Kaboul, à savoir comment trouver un travail et gagner sa vie, comment produire et vendre des produits artisanaux, comment ne pas tomber dans la toxicomanie, bref, comment s'en sortir dans leur nouvel environnement.



Manidzha s'apprête à enregistrer un nouvel épisode du feuilleton.

Une fois terminé, le feuilleton sera enregistré dans deux studios équipés de façon à ce que des sons de porte, de verrou, de flûte et de vaisselle puissent y être reproduits. Grâce à un récipient rempli de terre, on y reproduira également les bruits typiques que l'on entend dans un village.

« Tant pis pour le déjeuner » déclare Manidzha, une coproductrice de deux épisodes intitulés

« Vivre en bonne santé » et « La vie au village ». Assise dans une minuscule cabine qui lui laisse à peine la place de se mouvoir, entre un bureau, un ordinateur, une table de mixage et une chaise, elle semble totalement immergée dans la vie de ses personnages.

Pour Manidzha, qui n'est pas seulement productrice mais aussi et surtout étudiante en médecine, c'est une première expérience dans le métier – même si elle n'a pas l'occasion de rencontrer ses premières patientes : « Les femmes qui habitent des villages lointains ont besoin de nos conseils afin de savoir comment éviter la maladie ».

Ses points de mire sont les différentes méthodes d'accouchement sans risque, la

prévention de la malaria et même le planning familial. Manidzha insiste sur la popularité de ses programmes, ce que prouvent d'ailleurs les résultats de sondages effectués auprès des auditeurs. Trop populaires même ? Des responsables de la programmation rapportent en effet avoir reçu des plaintes de la part de mères dont les enfants ne décollaient plus de la radio et qui

devaient dépenser trop d'argent pour l'achat des piles...

Quelque 350 personnes sont impliquées dans la réalisation de ce programme sponsorisé par la BBC : des scénaristes, des producteurs, des co-producteurs, et un grand nombre d'acteurs, dont des enfants.

« Un épisode de 15 minutes est composé de cinq scènes.

Or nous avons besoin d'acteurs différents pour chaque histoire. Chaque épisode met donc en scène entre dix et 13 personnages » précise Mme Kate.

Le programme de l'OIM de Retour des Afghans Qualifiés (RQA) a assisté l'équipe lors de son retour à Kaboul en septembre dernier. Quelque 102



©Daiva Vilkelyte/OIM 2002

*Les réalisateurs du programme préparent de nouveaux épisodes.*

membres de la troupe ont reçu un nouveau logement et, avant cela, une contribution aux frais de voyage s'élevant à 200 dollars américains distribués en deux temps : la première moitié au Pakistan, avant le départ, et la seconde à l'arrivée en Afghanistan.

« Nous ne sommes pas une radio commerciale et nous dépendons

énormément des dons qui nous sont faits. C'est pourquoi toute forme d'aide est la bienvenue ! » déclare Shirazoodin Siddiqi, directeur général du projet. Que ses meilleurs collaborateurs puissent être tentés d'abandonner le projet pour des emplois mieux rémunérés à

Kaboul, tel est actuellement son principal souci. Il ajoute : « Nous n'avons qu'un moyen pour les inciter à rester ici : leur montrer que nous nous préoccupons vraiment d'eux ». ■

*Daiva Vilkelyte, OIM Kaboul*

## *Le programme de Retour d'Afghans Qualifiés (RQA)*

Depuis son lancement en décembre 2001, le programme de Retour d'Afghans Qualifiés a aidé 283 experts issus de 18 pays à rentrer temporairement en Afghanistan pour participer à la reconstruction de leur pays. Ces personnes occupent 22 postes au sein de ministères et 34 au sein d'ONGs et d'organisations internationales présentes en Afghanistan.

La majorité des retours ont eu lieu à partir du Pakistan où la diaspora afghane est particulièrement importante, notamment dans le nord ouest du pays. Vingt trois Afghans qualifiés vivant aux Etats Unis sont également rentrés au titre du programme et 13 de divers pays européens dont le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, les Pays Bas et le Royaume Uni.

Le programme de Retour d'Afghans Qualifiés a suscité un intérêt certain au sein de la diaspora afghane. Plusieurs candidats occupent des postes importants au sein de l'administration intérimaire, parmi lesquels un vice-président, un ministre de l'intérieur et cinq ministres adjoints. De nombreux candidats occupent également des postes de direction dans plusieurs ministères de l'administration intérimaire. D'autres travaillent comme lecteurs à l'université, comme enseignants ou encore comme experts en informatique.

A la fin octobre, la base de données du programme RQA contenait plus de 6 000 entrées d'Afghans désirant mettre leurs compétences au service de la reconstruction de leur pays.



# Un feuilleton radio prépare les communautés exposées

**O**n est samedi après-midi et les habitants de La Guacamaya, un village du nord du Honduras, se réunissent dans les locaux communaux, sur le terrain de football ou encore chez des voisins pour écouter le dernier épisode d'un feuilleton radio intitulé « La saison des ouragans ».

Tous suivent ce feuilleton au quotidien mais samedi est un jour spécial puisque Radio Progreso, une radio communautaire, diffuse un nouvel épisode en direct de La Guacamaya. Après la diffusion de cet épisode, les membres de cette petite communauté discutent certes des derniers rebondissements du feuilleton, mais également d'expériences vécues lors de catastrophes naturelles et des meilleurs moyens à mettre en place pour mieux prévenir et gérer de tels cataclysmes.

Radio Progreso est l'une des 46 radios communautaires qui diffusent depuis le 9 octobre, date de la Journée Internationale pour la Prévention des Catastrophes Naturelles, le feuilleton co-produit par l'OIM. Ces radios font partie d'un réseau régional « En ondes avec l'Amérique Centrale » qui travaille avec les réalisateurs de ce feuilleton qui appartiennent à l'ONG « Nos voix » (Voces Nuestras).

Le village de La Guacamaya est situé entre deux cours d'eau qui ne présentaient aucun risque avant que l'Ouragan Mitch ne frappe en octobre 1997. Après plusieurs jours de pluies diluviennes, ces cours d'eau sortirent de leur lit, causant des glissements de terrain qui détruisirent 200 maisons du village. Heureusement, la plupart des habitants eurent le temps de fuir. Mais ils demeurèrent sans abri.



© Liliana Berra Herrera, Radio Progreso, Honduras

*Les habitants de La Guacamaya à l'écoute du feuilleton « La saison des ouragans ».*

L'une d'entre elle se souvient. Sara Madelina Mejía affirme « sans l'ouragan Mitch, nous n'aurions pas pris conscience de ce qu'il y avait à faire ». Les femmes du village obtinrent un financement pour créer une briqueterie, un magasin d'outils et un hangar. Par la suite, 160 nouvelles maisons furent construites sur des terrains élevés et d'autres furent reconstruites. Par la suite, ces femmes construisirent une boulangerie et un centre communal. Toutes s'identifient avec des personnages du feuilleton et affirment que la communauté n'était pas préparée aux catastrophes naturelles.

« La saison des ouragans » couvre quatre histoires différentes qui se déclinent en 30 épisodes de 30 minutes chacun. Le message est simple : le manque de sensibilisation et de préparation peut conduire à une tragédie.

Après la diffusion d'un épisode, le débat s'engage entre réalisateurs et auditeurs. « Qu'avons-nous appris aujourd'hui ? ». Un auditeur répond

aussitôt « Que nous devons être organisés et préparés, car sinon les effets d'un désastre seront encore plus importants ».

Auditeurs et réalisateurs de ce feuilleton radio ont franchi une étape supplémentaire en produisant des cartes des secteurs à risques. D'autres radios locales ont transféré ce feuilleton, produit sur disque compact, sur des cassettes magnétiques. Ceci a permis à des radios moins bien équipées de le diffuser.

Quasiment toutes les radios d'Amérique Centrale diffuseront ce feuilleton au début de la prochaine saison des pluies pour relayer ce message de prévention ! ■

*Agueda Marin, OIM San José*

Ce feuilleton a été produit également en coopération avec le Centre de Prévention des Catastrophes en Amérique Centrale, l'Organisation Pan-Américaine de la Santé et le Centre International de Stratégie en matière de réduction des catastrophes.



# Un an dans la vie...

**Le** 21 octobre 2002. Il y a un an jour pour jour, l'OIM commençait son programme d'assistance pour les demandeurs d'asile sur l'île de Manus, dans le Pacifique. C'est dans un centre de transit géré par l'OIM que Mustafa vécut la première année de sa vie. Dès son arrivée sur l'île, Mustafa fut rapidement adopté par tous, devenant en quelque sorte le porte-bonheur, la mascotte du centre. Un rôle qu'il n'a jamais vraiment quitté.

Pour protester contre le fait que les autorités australiennes les avaient envoyés dans un centre de transit au milieu de Pacifique, les demandeurs d'asile avaient tenu à manifester leur mécontentement en affirmant avoir été trompés. Ainsi, le grand-père de Mustafa avait ouvertement forcé le nouveau-né dans les bras d'un collègue de l'OIM. Un geste qui traduisait le désespoir, la colère et la peur de ces demandeurs d'asile. Pensant n'avoir rien à perdre, ces derniers faisaient preuve d'une grande solidarité et menaçaient de recourir à la violence.

Mes collègues se souviennent tous de ces premiers jours comme étant les plus difficiles. Les relations entre les demandeurs d'asile et l'OIM étaient basées sur la peur et la méfiance. Mis à part le jeune Mustafa, tous pensaient que l'OIM ne voyait en chacun qu'un numéro, et rien de plus.

Un deuxième groupe de demandeurs d'asile arriva à Manus en jan-



© Rocio Sanz/OIM 2002

*Mustafa et sa maman le jour du départ.*

vier. Mais Mustafa garda son rôle de mascotte auprès du staff de l'OIM et des demandeurs d'asile.

Tout au long de la journée, il passait dans les bras des uns et des autres. Souvent, sa mère partait à sa recherche pour le retrouver tout sourire.

Après plusieurs semaines, les numéros de dossiers firent place aux noms et cela permit à l'OIM de mieux connaître chaque personne.

Peu à peu, l'OIM mit en place des activités éducatives, sportives et des divertissements pour chacun des 358 demandeurs d'asile. Tous furent suivis individuellement par les collègues du service médical de l'OIM.

Alors que se développaient des relations de confiance entre l'OIM

et les demandeurs d'asile, Mustafa grandissait.

En juin, les premiers retours volontaires de ressortissants turcs furent organisés. Par la suite, les décisions concernant les demandes d'asile furent rendues publiques. Et pendant toute cette période difficile, le sourire de Mustafa contribua à la joie et à la paix de tous.

La date du 1er octobre fut une date importante pour les résidents du centre. Ce jour là, Mustafa quitta Manus. Son départ laissait présager la fin d'un long voyage qui, pour tous, avait commencé il y a bien longtemps.

La joie rayonnait sur les visages de ceux qui devaient partir. Ceux qui allaient quitter Manus prochainement exprimaient leur gratitude.

Tout cela donnait un sens au travail que nous avons accompli. Cette année avait connu des hauts et des bas mais nous avons la certitude d'avoir bien accompli notre tâche. ■

## *OIM Manus*

Un an après leur arrivée sur Manus, 110 demandeurs d'asile avaient été réinstallés en Australie et 87 en Nouvelle-Zélande. Sept personnes qui ne remplissaient pas les critères d'asile sont rentrées volontairement dans leurs pays d'origine. Cinquante-six autres personnes ont été transférées par le Département australien de l'Immigration et des Affaires Multiculturelles à Nauru (52) et en Australie (4). A ce jour, 98 demandeurs d'asile sont toujours à Manus dans l'attente de visas et de documents de voyage.

# Une nouvelle façon de communiquer

**I**l est midi, l'école est finie. Nebin Cakaj, un Albanais du Kosovo âgé de 18 ans, se précipite dans la salle de classe devenue le Centre Internet de l'école et réaménagée à cet effet. Il s'assied devant l'un des dix ordinateurs et entre l'adresse électronique [www.R9ronaldo.com](http://www.R9ronaldo.com), qui est celle de la version anglaise du site Web du footballeur brésilien et de ses fans. Tandis que des photos, des anecdotes sur la vedette actuelle du Real Madrid ainsi que ses principaux exploits défilent sur l'écran, Nebin met en pratique ses connaissances en informatique et en anglais, écrivant et lisant des mots qu'il ne pourra jamais prononcer... Nebin est sourd-muet. Il fait partie des 115 étudiants de la Mother Theresa Special School, unique institution du pays qui forme des enfants infirmes. Située à Prizren, ville multiculturelle et multiethnique du sud-ouest de la province yougoslave, cette institution éduque et loge des filles et des garçons âgés de 7 à 20 ans, originaires de toutes les régions du Kosovo.

Un nouvel élément récemment introduit dans l'institution a révolutionné l'éducation de ces enfants : le Centre Internet, un projet développé et mis en place par l'OIM en collaboration avec la section italienne de l'International Association of Lions Clubs. L'Internet les a fait progresser dans leur manière de se servir de l'ordinateur, de même qu'il a favorisé l'échange d'informations et le contact avec l'extérieur.



*Delvina Krasniqi et Nazlije Dermaleu apprennent et rient ensemble.*

Bref, ce nouvel outil a réduit l'impact de leur handicap.

Sutjeska Fanaj, la directrice actuelle de l'institution, semble satisfaite : « Nous sommes très contents. Les enfants atteignent ou maintiennent un bon niveau d'anglais. Ils ne parlent ou n'entendent pas la langue, mais ils écrivent à d'autres enfants, et ils sont très doués. De plus, les technologies de l'information leur permettent de développer leurs aptitudes à communiquer ».

La création de ce Centre Internet au sein de l'institution date de juillet 2001. Ce projet faisait alors partie d'un autre programme de l'OIM – le « Kosovo Information Assistance Initiative » (KIAI) – lancé dans le cadre de l'après-guerre au Kosovo. Dès la fin du

conflit et pendant 18 mois, le KIAI a permis l'aménagement de huit centres Internet au Kosovo, autant de bases assurant la collecte puis la diffusion dans la population kosovare d'informations essentielles et neutres en matière d'aide humanitaire. Par la suite, la population kosovare a eu accès à l'Internet et a donc pu s'informer via des fournisseurs d'accès privés. Ainsi, vers le milieu de l'année 2001, l'OIM a cédé ses centres Internet à des institutions locales, permettant ainsi à des segments moins favorisés de la population kosovare d'accéder eux aussi à cette même information.

Les enseignants de la Mother Theresa Special School ont été formés par Tahir Hoxha et Lindor Arapi, deux membres de l'OIM. L'école possède également un

professeur d'informatique. C'est ainsi que Zarije Ahmetaj a recours au langage des signes pour enseigner à ses élèves comment se servir de Microsoft Windows, Word, Excel, PowerPoint, Internet Explorer – comment surfer, chatter, écrire et envoyer des messages électroniques –, sans oublier des logiciels plus complexes tels que Microsoft Front Page, Adobe Photo Shop et Corel Draw. Zarije est enthousiaste : « Ces élèves apprennent très vite. Ce qui les intéresse le plus, c'est Internet. Ils communiquent avec leurs parents et leurs amis, ils visitent de nombreux sites Web et peuvent faire des recherches très variées ».

Zarije leur explique les nouveaux concepts en langage des signes, puis transcrit l'information en albanais sur le tableau noir. De cette façon, les élèves apprennent à écrire des mots dont ils pourront se servir ensuite pour communiquer par Internet ou avec des personnes qui ne connaissent pas forcément le langage des signes.

Il y a peu, les connaissances linguistiques de Nebin se limitaient aux quelque 400 signes que contient le langage des sourds-muets du Kosovo. « Maintenant, je me débrouille avec Word et Excel, je sais comment télécharger de la musique et comment envoyer des messages, bien sûr » nous explique-t-il avec l'aide de son professeur. Grâce à ces nouvelles compétences, le rêve de Nebin, celui de devenir professeur pour enfants sourds-muets, se rapproche de la réalité... Avec l'introduction dans l'école des nouvelles technologies de l'information, les élèves se trouvent devant un choix de professions nettement plus large.

Nazlije Dermaleu et Delvina Krasniqi, âgées respectivement de 18 et 15 ans, partagent non seule-



© Xhevdet Kallaba/OIM 2002

*Les élèves de la Mother Theresa School profitent du Centre Internet pendant deux heures par jour en moyenne.*

ment le même ordinateur, mais aussi la même ambition : devenir graphiste. Suivant toutes les deux le cours de couture – qui, avec la cordonnerie et le graphisme, est l'une des professions les plus prisées parmi celles qui sont enseignées à la Mother Theresa School –, les deux adolescentes ont découvert qu'il est possible de gagner sa vie grâce à de nombreux programmes informatiques.

« On aime imaginer et dessiner des jupes et des fleurs sur l'écran, et aussi « chatter » avec nos amis au Kosovo, car on ne sait pas encore assez bien l'anglais » nous confie Delvina, la moins timide des deux. Le nouveau besoin de communiquer par Internet qui s'est manifesté chez les élèves a excité leur intérêt pour l'anglais. Les professeurs le confirment : l'anglais est en effet la matière la plus prisée en ce moment. Les 18 enseignants de l'institution spécialisée se rendent souvent au Centre Internet. Y faire des recherches dans le but d'approfondir leurs connaissances et créer

un site Web de l'école, tels sont actuellement leurs principaux objectifs.

Trois Macintosh seront installés dans un espace spécial où professeurs et étudiants pourront se connecter à Internet jour et nuit. « Les possibilités offertes par les technologies de l'information en général et par l'Internet en particulier sont énormément sollicitées par les élèves sourds-muets, pour lesquels ces outils sont extrêmement utiles. Ce sont pour eux des moyens de s'informer et de communiquer » explique le formateur de l'OIM Tahir Hoxha.

Images de sport, photos d'art, de Britney Spears ou de Madonna défilent sur les écrans. Nul ne doute que l'Internet offre à ces jeunes handicapés des occasions supplémentaires d'explorer le monde et de découvrir d'autres sociétés et d'autres cultures ! ■

*Tamara Osorio, OIM Pristina*



# Aider ceux qui sont dans le besoin – Programmes sociaux et humanitaires en faveur des survivants Roms

**Partie** prenante du Contentieux sur les avoirs des victimes de l'Holocauste (Banques suisses), l'OIM a été chargée de mettre sur pied des programmes humanitaires au bénéfice de certains groupes de survivants de la persécution nazie. Organisation partenaire de la Fondation allemande «Erinnerung, Verantwortung und Zukunft» («Mémoire, responsabilité et avenir»), l'OIM développe des programmes sociaux en faveur des Sinti et des Roms victimes d'injustices commises sous le régime national-socialiste. Marie-Agnès Heine de l'OIM s'est rendue en République tchèque afin d'y constater l'avancement des premiers projets.

Accompagnée de Vladimir Demeter et de Stephan Moravec, deux membres de l'ONG People in Need Foundation (PINF), j'ai rendu visite à Verona Kurecajova dans son minuscule appartement situé dans un immeuble délabré appartenant à la municipalité.

Âgée de 72 ans, cette femme est une Rom qui a survécu à la persécution nazie. Touchant une maigre pension, elle vit dans un quartier pauvre de Prague. Son « appartement » n'est rien de plus qu'une simple chambre de 10 m<sup>2</sup>, dans laquelle elle a encore réussi à aménager ses quelques meubles : deux lits, une vieille garde-robe, une table, trois chaises et quelques ustensiles de cuisine. Pas de salle de bain, pas d'eau chaude. Les toilettes sont à

l'extérieur, sans électricité et commune aux autres locataires de l'étage. Pour s'approvisionner en eau, Mme Kurecajova ne dispose que d'un seul robinet, défectueux de surcroît, qui goutte sans arrêt dans un seau. Le loyer qu'elle paie pour cette chambre – qu'elle appelle sa « maison » – revient à près de la moitié de sa pension mensuelle s'élevant à quelque 4 700 couronnes



© Lucie Hanslova/OIM 2002

Verona Kurecajova dans son appartement.

tchèques (soit 148 dollars américains). « On m'avait promis que ce logement ne serait que provisoire pour moi. Mais voilà déjà six ans que j'habite ici » déplore-t-elle.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, Mme Kurecajova et sa famille

ont été contraints, pour fuir les Nazis, de se réfugier dans une forêt. Ils ne se sont nourris des mois durant que d'épluchures de pommes de terre que Mme Kurecajova et ses frères et sœurs trouvaient après avoir longuement fouillé, de nuit, dans des poubelles. Sa mère est morte en accouchant – dans la forêt – d'un enfant mort-né. « Ma famille ne compte en tout que six survivants. Et notre survie, nous la devons uniquement à la solidarité de la communauté des Roms » se souvient-elle.

Pour Mme Kurecajova, Vladimir et Stepan représentent une dernière chance de régler son contentieux avec les autorités. « Je ne sais vraiment plus que faire. Je suis allée me plaindre auprès de la municipalité et du conseil local des Roms, mais rien ne bouge » leur dit-elle désespérée.

L'organisation non gouvernementale PINF collabore avec les communautés de Roms depuis 1992. C'est elle qui met en œuvre l'un des premiers projets élaboré dans le cadre des programmes sociaux et humanitaires de l'OIM pour les survivants âgés et nécessiteux de l'Holocauste. Forte de 73 membres qui se rendent directement auprès des victimes pour évaluer leurs besoins, la PINF sert d'intermédiaire entre les Roms et les autorités locales, son but étant de permettre à quelque 1 300 personnes de jouir





*Le centre pour  
Roms de Brno  
avant et après  
rénovation*



Centre pour Roms DROM, 2002

des droits qui leur reviennent en vertu de la législation nationale.

Si la PINF atteint son objectif, Mme Kurecajova bénéficiera d'une baisse de son loyer et du remboursement de tout ce qu'elle a payé en trop ces six dernières années.

### **À quelque 200 kilomètres à l'est de Prague, la ville industrielle de Brno...**

Sur une population totale de 400 000 habitants, on ne compte que 8 000 à 15 000 Roms à Brno. Mais ces derniers vivant tous ensemble au nord de la ville, ils ne passent pas inaperçus.

Alors que nous marchons le long des rues entre des immeubles locatifs qui n'ont pas été rafraîchis depuis des décennies, un bâtiment fraîchement rénové sur le côté droit de la rue retient notre attention. Passé le portail d'entrée, nous débouchons sur une immense cour intérieure, entourée de quatre immeubles dont les appartements ont été remis à neuf. Des femmes bavardent sur les balcons où elles étendent leur linge, et des enfants jouent dans la cour. Nous sommes au siège du Centre pour Roms DROM, autre entité collaborant avec l'OIM dans le cadre de ses programmes sociaux et humanitaires. Travailleurs sociaux, avocats, médecins, infirmières et autres

volontaires collaborent dans ce centre afin d'offrir aux Roms nécessaires divers services: prévention pour lutter contre l'usage de la drogue, assistance au retour, conseils juridiques et relatifs à l'éducation, pour ne citer que ceux-ci. Le centre DROM est à la disposition des Roms de Brno depuis plus de 13 ans déjà. En collaboration avec ce dernier, l'OIM compte venir en aide à quelque 300 Roms âgés habitant à Brno.

Selon le directeur du DROM, Miroslav Zima, c'est grâce à l'OIM qu'ils ont pu fournir pour la première fois une assistance directe

aux Roms âgés, cette catégorie de personnes ayant été particulièrement affectées par les changements politiques et économiques survenus après 1989.

« De nombreux Roms ignorent les indemnités auxquelles ils ont droit et ne font pas confiance aux autorités » relève Zima. « Le rôle de la famille est prépondérant chez les Roms. Mais aujourd'hui, les familles se décomposent et souvent, la situation économique précaire les empêche de s'entraider. C'est pourquoi le DROM cherche à leur apporter l'aide dont ils ont besoin. ■

*Marie Agnès Heine, OIM Genève*

Partie prenante du Contentieux sur les avoirs des victimes de l'Holocauste (Banques suisses), l'OIM a été chargée de la gestion de 14,5 millions de dollars américains dans le cadre de l'aide humanitaire apportée aux survivants nécessiteux victimes de persécutions nazies durant la Deuxième Guerre mondiale. Ces personnes ont été persécutées parce qu'elle étaient ou étaient supposées être des Roms, des témoins de Jéhovah, des handicapés physiques ou mentaux ou des homosexuels. En vertu de Loi portant création de la Fondation allemande, quelque 12,2 millions d'euros ont été affectés aux programmes sociaux en faveur des Sinti et des Roms victimes des injustices commises par les Nazis.

Cette aide sociale et humanitaire pourra prendre la forme, entre autres, d'un hébergement, de vivres – seul le programme HVAP (Banques suisses) prévoit des colis de vivres – de soins médicaux et dentaires, de soins à domicile, d'une assistance spéciale devant aider à surmonter la rigueur de l'hiver, des vêtements ou encore d'une aide sociale et juridique. À ce jour, l'OIM a déjà mis sur pied des projets en Bélarus, dans la République tchèque, la République fédérale de Yougoslavie, en Hongrie, Pologne, Roumanie et Ukraine.

Pour plus d'informations, notamment sur les formulaires destinés aux prestataires potentiels de services, prière de contacter Stephen Chambers, [schambers@iom.int](mailto:schambers@iom.int), tél. : +41 22 592 8295.

# Mettre ses connaissances au service du pays

**Béatrice** Nyonsaba, son mari Edouard Cishahayo et leurs trois enfants sont sagement assis dans un bureau de l'OIM à Bruxelles. Shyler, l'aîné âgé de 6 ans et demi, sa sœur Delicia âgée de 5 ans et Princia, la petite dernière n'ont pas vu leur maman depuis deux mois.

Les enfants s'appliquent à dessiner des personnages tout en rondeur, aux grands yeux ouverts et qui ont tous le sourire. Comme ces personnages colorés qui occupent des pages entières, ils sont heureux. Leurs petits doigts tâchés de feutre tirent régulièrement le grand bou-bou coloré de leur maman, un vêtement ample qui a peine à cacher l'heureux événement prévu pour le début de l'année prochaine.

« Vous savez, tout cela n'aurait pas été possible sans l'encouragement de mon mari, sans le soutien moral et matériel de l'OIM » affirme Béatrice Nyonsaba. « Quand nous avons pris la décision de quitter le Burundi pour aller étudier en Belgique, nous nous étions promis de rentrer au pays pour partager le savoir acquis. Mais les obstacles sur le chemin du retour sont nombreux, sans parler de l'insécurité quasi-permanente au pays. Jusqu'au jour où nous avons entendu parler du programme MIDA de l'OIM ».

« Dès notre premier entretien, Béatrice Nyonsaba s'est portée volontaire » affirme Margaret Kabamba, responsable du programme MIDA à Bruxelles. « Après consultations avec nos partenaires burundais, elle a accepté d'aller enseigner pendant deux mois à

l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi, à Bujumbura, la capitale ».

Pour Béatrice Nyonsaba, cet institut mérite d'être soutenu coûte que coûte. « Le but de cet institut est de mettre à la disposition des agriculteurs des techniques améliorées de production et de conservation. Cet institut contribue également à diversifier la production alimentaire, sylvicole et les productions d'exportation, comme le café et le thé, qui sont importantes pour mon pays ».

Béatrice Nyonsaba est statisticienne de formation avec une spécialisation en biologie. Ses connaissances en bio-statistique ont permis à l'institut de mieux collecter et interpréter les données issues des recherches agronomiques en cours.

Une fois à Bujumbura, elle a découvert une situation complexe. « J'ai trouvé certains collègues très découragés. Au début, la plupart ne comprenaient pas le sens de ma démarche. Pourquoi revenir au pays, même pour deux mois quand on est installée en Belgique ? Il faut



*Béatrice Nyonsaba, son mari Edouard Cishahayo et leurs trois fils.*

© Jean-Philippe Chauzy/OIM 2002

dire que les conditions de vie au quotidien au Burundi sont difficiles. Au niveau professionnel, c'est également difficile. Ainsi, à l'institut, le matériel informatique nécessaire à une meilleure interprétation de données statistiques complexes est plutôt obsolète ».

Béatrice Nyonsaba est toutefois convaincue que sa présence et sa disponibilité ont mis du baume au cœur de collègues qui se sentent parfois quelque peu abandonnés. « Tous m'ont demandé de faire passer le message auprès de la diaspora burundaise, pour qu'elle s'associe au développement du pays ».

Pendant son séjour, Béatrice Nyonsaba s'est rendue à plusieurs reprises sur le terrain, dans les provinces en guerre de Ngozi, de Kayanza, de Gisozi et de Bururi. A chaque fois, avec la peur au ventre.

« Ces visites étaient essentielles à la collecte de données relatives aux essais agronomiques en cours. Elles m'ont également permis de sensibiliser des collègues à l'outil statistique » indique Béatrice Nyonsaba. « A mon retour, j'ai eu le sentiment d'avoir accompli quelque chose d'utile, pour moi-même mais également pour mon pays qui a investi en moi ».

Son mari Edouard Cishahayo a également une formation universitaire en mathématiques et statistiques. Maintenant que sa femme est de retour, il envisage également de participer au programme MIDA pour mettre ses connaissances à la disposition de l'Université du Burundi ou d'une institution privée récemment créée, l'Université Lumière.

« Les entreprises burundaises, les instituts et les organisations internationales présentes au Burundi ont besoin de collecter et d'interpréter de façon fiable des données statistiques. Toutes ont besoin de quantifier leurs besoins. C'est pour cette raison que ma femme et moi envisageons d'ouvrir un bureau de consultation statistique à Bujumbura » explique Edouard Cishahayo. « Un jour, nous rentrerons au pays car nous croyons en des lendemains meilleurs ».

Sam Yala est congolais. Marié et père de deux enfants, il a passé l'été à la faculté polytechnique de Kinshasa où il a enseigné l'électromécanique. Titulaire d'un doctorat et employé comme consultant dans une grande banque, Sam Yala a pris



*Le professeur Yala à la faculté polytechnique de Kinshasa.*

le temps d'expliquer à David et Lionel, âgés respectivement de 6 et 4 ans les raisons de son absence de Bruxelles.

« Je leur ai dit que j'allais enseigner au Congo parce que les élèves n'ont pas de professeurs. Mes enfants qui adorent l'école étaient choqués à l'idée que des élèves soient sans professeur. Ma femme et ma famille savent que je suis très concerné par ce qui se passe au Congo. En me mettant à la disposition du programme MIDA, je donne aussi une leçon de vie à mes enfants ».

Sam Yala a accompli une partie de ses études à l'Université de Kinshasa. « Quand j'ai terminé ma 1ère année de classe préparatoire, j'ai été accepté en 2ème année à l'Université de Louvain. L'Université de Kinshasa avait alors une bonne réputation ».

Ce dernier explique que l'Université de Kinshasa a commencé sa « longue descente aux enfers » au début des années 90. « Des amis ne pouvaient finir leurs études pour cause de grèves. La paupérisation des enseignants a conduit à un absentéisme généralisé. »

Sam Yala est arrivé en Belgique en 1986 avant de retourner au pays pour de courtes périodes en 1990,

puis en 1994. « J'ai été choqué par la misère environnante et cela m'a motivé. Je voulais contribuer à la valorisation de l'enseignement au Congo. Le programme MIDA me permet de contribuer à cet objectif. D'une certaine façon, MIDA donne un sens aux longues années passées à étudier ».

Cet été, une soixantaine d'étudiants inscrits à l'université polytechnique ont ainsi pu suivre une trentaine d'heures de cours théoriques et d'enseignement pratique.

« Mes étudiants sont tous soulagés de constater qu'ils ne sont pas laissés à leur triste sort » déclare Sam Yala. « Aujourd'hui, il est important d'investir dans l'enseignement et d'ancrer les principes de bonne gouvernance au Congo. Ce n'est qu'à ce prix que les compétences éparpillées au sein de la diaspora se mobiliseront à long terme pour le développement du pays » conclut Sam Yala. ■

*Jean Philippe Chauzy, OIM Genève*

Le programme MIDA cherche à faciliter le transfert de compétences et de ressources de la diaspora africaine pour favoriser le développement du continent. A la mi-novembre, le programme MIDA avait facilité le retour temporaire de 49 experts de Belgique vers la République Démocratique du Congo, le Burundi et le Rwanda. Ces personnes ont toutes acceptées de rentrer pour des périodes allant jusqu'à quatre mois pour partager leur savoir et leur expérience.

Pour l'heure, 251 personnes ont manifesté leur intention de participer au programme MIDA. Ces personnes reçoivent une allocation de 1 200 euros par mois. Ce programme est financé par une contribution belge d'un montant de 1,3 millions d'euros.



# Payer pour les erreurs de mes ancêtres

**Je** suis Chef du bureau de l'OIM à Kakuma, au Kenya. En 1996, un mois après avoir terminé mes études, j'ai commencé à travailler pour l'OIM. C'est là que concrètement, j'ai pris conscience d'un problème qui pourtant a toujours fait partie de ma vie : la désintégration de la Somalie, la guerre et son cortège de violence et d'incertitudes.

Avant de travailler pour l'OIM, je vivais cette tragédie au travers des reportages diffusés dans les journaux télévisés du soir. Mais ces reportages n'avaient qu'un impact limité car la grande majorité de ma famille avait quitté la Somalie il y a bien longtemps.

Ce n'est qu'en travaillant pour l'OIM que j'ai pris conscience de toute la souffrance et la pauvreté de ce monde. C'est là que j'ai compris que l'homme peut s'abaisser bien bas pour satisfaire son égoïsme. C'est là que j'ai ressenti les souffrances du peuple somalien.

En tant que Kenyan d'origine somalienne œuvrant au quotidien à la réinstallation de Somaliens d'origine bantoue aux Etats-Unis, je me trouve constamment confronté à mes origines et à mes expériences personnelles.

J'ai travaillé avec plusieurs groupes de Somaliens minoritaires persécutés par les clans majoritaires. A la fin des années 90, j'ai aidé les minorités Benadiri et Barawa à quitter Mombasa pour se rendre aux Etats-Unis. J'ai également aidé d'autres réfugiés somaliens éparpillés aux quatre coins du continent.

Mais plus que tout, c'est le traitement infligé à ces Somaliens d'origine bantoue qui me remplit de honte.

Ces derniers sont physiquement différents des Somaliens. Pourtant ils partagent la même langue, la même religion. Mais cela ne suffit pas pour qu'ils soient intégrés au sein de la société somalienne. Ces Bantous ont toujours été considérés comme des citoyens de seconde classe. Privés de leurs droits fondamentaux, ils ont été exploités pour effectuer les tâches les plus ardues, privés d'accès à la terre et à toute forme de représentation politique.

Mes premières rencontres avec les Bantous remontent à l'époque où l'OIM commençait à réinstaller ces

derniers du camp de Dadaab dans l'est du Kenya, au camp de Kakuma, à l'autre bout du pays. Quelques jours avant le début de l'opération de réinstallation, le docteur Wagasha Burton, mon collègue des opérations, Eric Mwendwa et moi-même prîrent rendez-vous avec les chefs coutumiers, les Elders.

Je me souviens bien de cette première rencontre. La surprise, peut-être même le désarroi de mes interlocuteurs lorsque je me présentais comme le Chef des opérations pour l'OIM. La surprise fut en tout cas grande car je comprenais parfaitement ce qu'ils disaient et pouvais répondre à leurs questions sans avoir à faire appel à un traducteur.



*Une famille de Somaliens d'origine bantoue en route pour Kakuma.*



Beaucoup de questions me vinrent à l'esprit. Ils se demandaient sans doute – *mais c'est un Somalien, comme ceux qui nous ont persécutés ! Pourquoi un Somalien ? Comment se fait-il que l'OIM ait choisi cette personne ? Comment s'assurer qu'elle sera honnête et ne compromettra pas nos chances de réinstallation aux Etats-Unis ?*

Autant que questions justifiées pour lesquelles je n'avais pas de réponse.

Au fond, je savais que cette opération dépasserait largement le cadre de mon travail. J'allais puiser au plus profond de moi-même pour convaincre ces gens que tous les Somaliens ne considèrent pas les Bantous comme des parias. Qu'il existe des Somaliens qui ne partagent pas ce point de vue, qui refusent de les appeler *Adon* ou esclave.

Je devais trouver le temps de m'asseoir et de discuter avec eux. Je devais également leur expliquer que l'OIM ne pouvait décider de qui allait être réinstallé aux Etats-Unis, que cette responsabilité était du ressort des responsables du service américain de l'immigration.

Malheureusement, mon travail m'attendait à Kakuma, à quelque 1 500 kilomètres du camp de Dadaab où ces personnes vivaient.

Kakuma est en zone semi-désertique et l'OIM avait pour tâche de construire 2 700 abris de terre cuite et de tôle ondulée, de mettre en place un système d'approvisionnement en eau potable et d'évacuation des eaux usées pour les quelque 12 000 Bantous qui prochainement allaient y être transférés.

Nos partenaires opérationnels pensaient tous que ce projet était trop ambitieux. Mettre en place toute cette infrastructure était en effet une tâche ardue. Nous avons travaillé sans relâche. A l'époque, je



© Jean-Philippe Chauzy/OIM 2002

Réfugiés arrivant au camp de Kakuma.

me demandais « Aurons-nous fini à temps ? Qu'en penseront les Bantous ? »

En préparation de l'arrivée du premier groupe, nous avons engagé une quinzaine d'assistants bantous qui devaient aider les premiers arrivants à trouver leurs nouveaux abris. Chaque abri était numéroté et les familles allaient y passer les prochains 18 mois.

Pour moi, le défi ne faisait que commencer. Les Bantous allaient-ils m'accepter ? Viendraient-ils à moi pour exposer leurs peurs et leurs problèmes ? Je sais ce que le peuple somalien pense d'eux. En Somalie, dans le village où vivent mes grands-parents, on les appelle toujours *Adon*. Et pourtant, ils vivent avec les Somaliens depuis plus d'un siècle. Et aujourd'hui encore, un mariage mixte relègue les époux au rang de parias.

### **Maintenant, nous étions sûrs de notre réussite**

Lorsque le premier convoi est arrivé à Kakuma, mes collègues eurent du mal à retenir leur émotion. Le docteur Burton était couvert de poussière de la tête aux pieds mais

on voyait des larmes de joie au fond de ses yeux.

Trois autres convois arrivèrent et je commençais à rencontrer les chefs coutumiers.

Mon but était de créer une relation de confiance, de respect et de compréhension. Après nos premières rencontres, la peur et l'appréhension disparurent. Tous les jours, les Elders me rendaient visite pour poser des questions relatives au logement, à l'accès à l'eau potable et pour savoir où en était le processus de réinstallation aux Etats-Unis.

Ebba Kalondo, journaliste à Reuters demanda un jour aux Bantous ce qu'ils pensaient d'avoir un Somalien comme Chef de bureau de l'OIM. La réponse ne se fit pas attendre « *Mohammed n'est pas Somalien* ». Cette réponse confirmait que notre approche avait porté ses fruits. L'OIM serait à présent considérée comme alliée et protectrice alors que tous se préparaient à effectuer leur ultime voyage vers une nouvelle vie. ■

*Mohammed Abdiker, OIM Kakuma*

# L'histoire de Tanja

**En** septembre 2001, je me suis rendue à Belgrade afin d'y visiter le centre de détention fédéral. En tant que membre de la nouvelle équipe chargée de lutter contre la traite des êtres humains à Belgrade, je venais y recueillir les témoignages de femmes afin de déterminer si elles étaient bel est bien de nouvelles victimes de la traite. Padinska Skela, que je visitais pour la première fois, est un centre de détention pour migrants clandestins qui accueille provisoirement des personnes avant que le malheureux statut de « victimes de la traite » leur soit éventuellement attribué. C'est ainsi que débuta mon activité au sein de l'OIM.

Je devais entendre huit jeunes femmes d'origine moldave et roumaine. Cependant, les cinq Moldaves refusèrent de me parler. Je m'étonnai de leur méfiance, mais je décidai de ne pas insister et de me contenter des témoignages de celles qui acceptaient l'aide de l'OIM. Je me souviens avoir ressenti une sorte de découragement, à la fin de la journée, de ne pas avoir été capable de gagner la confiance des femmes moldaves.

Petit à petit, les femmes devinrent plus confiantes. Un soir, après ma dernière interview, je décidai de rester plus longtemps au centre et de leur rendre visite. Même si elles n'acceptaient toujours pas l'aide de l'OIM, une sorte d'amitié se développa entre elles et moi. Nos discussions étaient plutôt superficielles, toujours accompagnées de plusieurs cafés et cigarettes...

Il fallut près de trois mois pour qu'une première Moldave s'avance à me demander de l'interviewer de manière officielle, avant que les autres en fassent autant. J'avais attendu ce moment avec impa-

tience, et j'étais contente qu'elles se décident enfin à solliciter mon aide. Pourtant, je me demandais ce qui avait bien pu les faire changer d'avis. Elles m'avouèrent qu'au début, elles pensaient que personne ne pouvait les aider. Ce qui les mit en confiance, c'est le témoignage qu'elles reçurent plus tard d'une femme que l'OIM avait assistée lors de son retour en Moldavie.

Tanja était une grande et très jolie fille de 20 ans. Sa famille étant pauvre, elle ne put poursuivre ses études au-delà de l'école primaire, et une fois celle-ci terminée, elle dut se mettre à la recherche d'un travail.

Un jour, une femme lui proposa de travailler comme serveuse en Italie. Cette offre lui parut très alléchante, et comme elle ne trouvait aucun travail dans sa ville natale, elle accepta.

C'est en Yougoslavie que le premier imprévu se présenta. Tanja arriva à Vrsac, où elle n'était censée que passer la nuit. Elle fut enfermée dans un appartement dans lequel se trouvaient d'autres femmes, qui, apparemment, attendaient toutes d'être achetées ! Deux semaines plus tard, Tanja fut vendue à un homme qui les emmena – elle et quelques autres femmes – aussitôt au Monténégro, puis au Kosovo.

Tanja fut d'abord forcée à travailler dans un bar. Puis on lui dit qu'elle allait devoir se prostituer. C'est là que la jeune fille réalisa qu'elle avait été prise au piège. Elle n'avait pas imaginé qu'une telle situation pût réellement se présenter. Ça ne pouvait pas lui arriver !

Refusant d'obéir, elle fut battue jusqu'à ce qu'elle se soumette. Elle passa trois mois enfermée dans l'obscurité d'une pièce verrouillée la

nuit, battue et sous-alimentée. Un jour pourtant, elle réussit à s'échapper, mais elle fut vite retrouvée par les propriétaires du bar, qui l'y ramenèrent aussitôt, et lui infligèrent une punition sévère. Elle fut bientôt vendue à un autre propriétaire de bar à Pristina, pour lequel elle travailla neuf mois.

Une fois encore, Tanja réussit à s'enfuir. Elles se rendit dans la région de Kladovo, située à la frontière avec la Serbie et la Roumanie. Sans papiers d'identité, elle fut assimilée à une clandestine. Elle fut donc incarcérée, puis transférée à Padinska Skela.

En janvier 2001, le retour de Tanja en Moldavie était enfin organisé. Le jour du départ, alors que j'étais arrivée un peu plus tôt que prévu, je la vis assise à la réception ; elle avait la larme à l'œil. En l'aidant à faire ses bagages, je découvrai avec surprise un jouet tout rose et plusieurs bougies dans son sac. « Des cadeaux de Miki » me dit-elle un peu gênée, mais avec un grand sourire...

En avril, alors que j'allais quitter le centre, Miki voulut me parler en privé. En rougissant, il me demanda comment obtenir un visa pour la Moldavie. « Tanja a une interdiction de séjour de 12 mois en Yougoslavie » me dit-il. « Nous voulons nous marier en Moldavie. Et d'ailleurs, nous serions ravis si vous acceptiez d'être notre témoin ».

En juillet, Miki m'appela pour me dire qu'il se rendait enfin en Moldavie. Et il m'a rappelé hier pour me dire que la date du mariage est maintenant fixée et... qu'ils attendent un enfant !

D'aucuns disent que mon travail n'est pas toujours facile ni très gai. Peut-être, mais il est parfois si gratifiant ! ■

*Sandra Sljepcevic, OIM Belgrade*

# La Déclaration de Bruxelles définit les grandes lignes de lutte contre la traite

**En** approuvant, en septembre de cette année, la Déclaration de Bruxelles sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains, les quelque 1100 délégués de gouvernements, d'organisations internationales et d'ONG ont posé la première pierre du travail collectif de lutte contre la traite dans les pays de l'Union européenne et les pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'adhésion.

Aux termes de cette Déclaration, une politique européenne commune de lutte contre la traite – et autres violations de droits humains qui y sont liées – devrait être mise en œuvre afin d'enrayer le phénomène dans toute son ampleur, c'est-à-dire de s'attaquer aux réseaux qui organisent et bénéficient financièrement de la traite.

En outre, cette politique aura pour cible autant les personnes impliquées dans ce commerce – celles qui recrutent les victimes potentielles, les passeurs et les clients que les causes du phénomène, à savoir le chômage, la pauvreté et l'inégalité entre les sexes.

Il s'agira également de prendre des mesures concrètes et d'intensifier la coopération dans les domaines de la prévention, de la protection et de l'assistance aux victimes. La Déclaration souligne également la nécessité de renforcer la coopération judiciaire et policière.

Les signataires réclament également une coordination et un échange d'informations au niveau international, ainsi qu'un financement plus important de la part des

gouvernements. Ils proposent d'autre part la mise en œuvre de nouveaux mécanismes transnationaux chargés de coordonner la lutte contre la traite sur les plans nationaux et européens, de rassembler les informations nécessaires au démantèlement des réseaux criminels.

Il s'agit également d'engager des mesures de prévention dans les pays d'origine pour sensibiliser les victimes potentielles de la traite par le biais de campagnes d'information.

Les signataires de la Déclaration demandent des contrôles administratifs plus rigoureux, notamment pour surveiller les activités d'agences matrimoniales, de placement, de tourisme, d'hôtesse, d'adoption et d'envoi de jeunes filles au pair. Il en va de même pour ce qui est des contrôles d'identité et de la vérification des documents de voyage. Dans cette optique, les agents de l'immigration devraient bénéficier d'une meilleure formation les mettant en mesure de mieux détecter un détenteur de faux papiers.

La Déclaration s'arrête avec force sur la protection et l'assistance aux victimes. Cette aide doit se déployer avant tout sous la forme d'un accès, pour les victimes, à un logement, à un soutien médical et psychologique ainsi qu'à la possibilité d'être orientées de manière impartiale dans les domaines légaux, sociaux et de la santé.

Toujours aux termes de la Déclaration de Bruxelles, les vic-

times de la traite ont fait l'objet d'un véritable crime, et ne devraient donc jamais être poursuivies ou considérées comme criminelles. La Déclaration aborde également la question du traitement réservé à celles qui témoignent contre les personnes qui organisent ce commerce, ainsi que de la nécessité, pour les victimes, d'être réintégrées – que ce soit dans le pays d'origine ou de destination – et d'être financièrement indépendantes, notamment par l'intermédiaire d'une formation et d'un emploi adéquats.

En dernier lieu, les signataires de la Déclaration soulignent l'importance de la coopération judiciaire et policière dans le cadre de la lutte contre la traite. Sur le plan législatif, ils demandent la ratification et l'entrée en vigueur rapides de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son protocole additionnel visant à prévenir, supprimer et punir la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants.

Les signataires réclament d'autre part des sanctions plus sévères pour les responsables de ce commerce, la formation d'équipes spécialisées dans la recherche sur la lutte contre la traite, l'application rapide de la Décision-cadre de l'UE relative à la lutte contre la traite des êtres humains, ainsi qu'une coopération internationale plus intense entre les agences chargées de l'application des lois. ■

# L'art et la culture au service des populations déplacées

**Ayant** quitté Cauca dans le sud de la Colombie, la chorale *Semillas al Vientos* (Des graines dans le vent) est arrivée à Bogotá après un vol spectaculaire au-dessus des Andes. A peine débarqués à l'aéroport, ils ont rapidement pris le chemin de la salle de concert où les attendait un public impatient.



© Liliana Arias/OIM 2002

tés de personnes déplacées ont participé à cet événement qui démontre que l'art offre une alternative lorsqu'il s'agit d'analyser les causes et les effets des déplacements de populations.

C'est pour cette raison que l'OIM a invité un deuxième groupe d'artistes baptisé « Jeunes en recherche de paix » originaire de Caquetá.

Avant même d'avoir accordé leurs instruments, ils ont commencé à chanter. Après quelques couplets, les quelque 150 auditeurs furent sous le charme. La musique était remplie de joie. Elle évoquait leurs sentiments. Leur musique était l'expression de tout un peuple. Les paroles des chansons retraçaient le cheminement de vies faites d'expériences et de souffrances dans un pays déchiré par un conflit interne. « Hommes armés, vous qui n'avez pas de but, pourquoi tuer un frère qui ne cherche qu'à vivre ? ». D'autres paroles affirment « ils ont tué nos ancêtres, notre peuple fut réduit en esclavage. Pourtant nous sommes nés de l'eau et de la terre. Nous voulons notre liberté ».

« Des graines dans le vent » était l'un des groupes invités par l'OIM pour participer à une manifestation culturelle intitulée « Le second exode : mémoire, culture et déplacement forcé en Colombie ». Ce festival d'une semaine a rassemblé des artistes de plusieurs régions du pays autour d'un seul et même message centré sur la douleur et le désespoir des Colombiens déplacés par le conflit armé.

Théâtres, salles de concert, jardins publics et bibliothèques ont accueilli plus de 100 artistes qui ont assuré une quarantaine de manifestations. Au total, près de 16.000 personnes issues d'ONGs, de la société civile, de communau-

Grâce à ses chants et ses chorégraphies, par le biais de ses costumes chamarrés, cette formation a su faire passer son enthousiasme et a largement contribué à faire régner un climat de paix. ■

Liliana Arias, OIM Colombie

Œuvrant aux côtés du PNUD, de la Compagnie de Théâtre de Colombie, du Ministère de la Culture, du Réseau de Solidarité Sociale, l'OIM a également travaillé avec plusieurs autres organisations colombiennes. Les activités soutenues par l'OIM ont été financées par l'Agence américaine de Développement USAID.

**L'OIM sur l'Internet**  
**[http : //www.iom.int](http://www.iom.int)**

OIM Infos est également  
disponible en ligne à l'adresse  
Internet suivante:  
<http://www.iom.int>

**OIM Infos est publié tous les trois mois en anglais, français et espagnol.**  
**Pour tout renseignement et toute correspondance, s'adresser à:**

**Organisation internationale pour les migrations**

**C.P. 71, CH 1211 Genève 19, Suisse**

**Tél: +41.22 717 91 11, Fax: +41.22 798 61 50, E-mail: [info@iom.int](mailto:info@iom.int)**

**L'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société toute entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale afin de résoudre les problèmes pratiques de la migration ; de mieux faire comprendre les questions de migration ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.**

**Rédacteur en chef:** Jean-Philippe Chauzy **Rédacteurs:** Niurka Piñeiro et Chris Lowenstein-Lom **Contributeurs:** le personnel de l'OIM dans le monde entier

**Mise en page:** Angela Pedersen **Traduction:** Marine Hutter

**Photo de couverture:** La couverture de l'Etat de la migration dans le monde 2003.